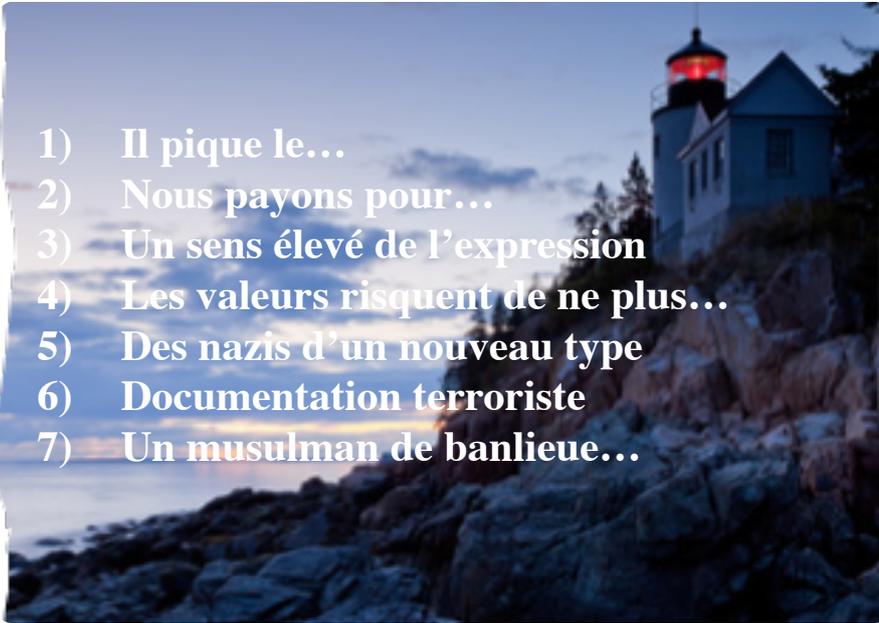


LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 19 JANVIER 2015

- 1) Il pique le...
- 2) Nous payons pour...
- 3) Un sens élevé de l'expression
- 4) Les valeurs risquent de ne plus...
- 5) Des nazis d'un nouveau type
- 6) Documentation terroriste
- 7) Un musulman de banlieue...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Retour des jihadistes français sur le territoire: Cazeneuve mouche et pique Sarkozy



Crédits : LCI

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a répondu à Nicolas Sarkozy qui proposait l'impossibilité de retour pour les jihadistes français sur le territoire en déclarant que cela allait à l'encontre de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a assuré samedi dans une lettre adressé à Nicolas Sarkozy que la plupart des propositions de l'UMP pour lutter contre le terrorisme étaient mises en œuvre par le gouvernement. Lorsque Bernard Cazeneuve avait demandé aux ex-ministres de l'Intérieur de lui avancer des idées, Nicolas Sarkozy avait proposé que le retour des jihadistes Français sur le territoire leur soit interdit. Ce à quoi Bernard Cazeneuve a répondu que c'était impossible. La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme stipule que "nul ne peut être privé du droit d'entrer sur le territoire de l'Etat dont il est le ressortissant", souligne-t-il.

"Sauf à prendre le risque de se trouver sanctionné par la Cour européenne des droits de l'Homme, cet article s'oppose donc à ce que le retour en France de ressortissants français soit interdit, qu'ils aient ou non une autre nationalité", affirme Bernard Cazeneuve, s'engageant plutôt à "intercepter à leur retour" les jihadistes français.

500 agents supplémentaires par année

Le ministre socialiste souhaite une coopération internationale "renforcée" en matière de renseignement, notamment avec le Maghreb et le Proche-Orient. "Je partage votre ambition" aussi sur une réforme de l'espace Schengen, écrit Bernard Cazeneuve, ajoutant avoir pris des initiatives pour renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne.

Même consensus affiché dans la lutte contre la radicalisation en prison et le trafic d'armes, ainsi que sur le renforcement de l'équipement des forces de l'ordre. Il promet également qu'une future loi sur le renseignement, dont l'élaboration est accélérée, "permettra de doter nos services de moyens nouveaux".

Au sujet des moyens, le ministre renvoie d'ailleurs l'ex-chef de l'Etat à son bilan: "Après la perte de 13.700 postes dans la police et la gendarmerie au cours des dernières années, le gouvernement a décidé non seulement de préserver ces forces de l'effort national d'économies, mais aussi de recruter 500 agents

supplémentaires chaque année, ce qui a contribué au déploiement du dispositif mis en place" après

tfl.fr

II) Combien Nicolas Sarkozy a-t-il coûté à la République depuis mai 2012 ?

J.CI.



Après la passation de pouvoir le 15 mai 2012 avec François Hollande, Nicolas Sarkozy quitte l'Elysée à bord d'une Citroën flambant neuve achetée 44 141 € par la République quatre jours plus tôt. ARCHIVE LP/ OLIVIER CORSAN

Tout ancien président de la République dispose, depuis 1985, d'avantages «pour services rendus» lorsqu'il quitte l'Elysée. Si l'on sait, selon les calculs du député socialiste René Dosières, qu'un «ex» coûte 1,5 à 2 millions d'euros par an à l'Etat, on ignorait jusque là le détail des frais engagés par la République pour ses anciens chefs. Alors que plusieurs députés socialistes réclament que Nicolas Sarkozy renonce à ces avantages, maintenant qu'il est redevenu le chef de l'UMP, Médiapart en publie le détail chiffré.

Un ancien élu écologiste grenoblois, Raymond Avriillier, «tombeur» d'Alain Carignon en 1994 et à l'origine de l'affaire des sondages de l'Elysée sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a obtenu de Matignon, au bout de quatre mois d'effort, le détail des dépenses de Nicolas Sarkozy depuis la fin de son mandat en mai 2012. Le site Médiapart publie le détail de ces comptes, de mai 2012 à décembre 2014.

Comme ses prédécesseurs de la Ve République, Nicolas Sarkozy bénéficie de gardes du corps, d'une voiture et de locaux depuis la fin de son mandat présidentiel.

Ses bureaux privés, payés par l'Etat, sont installés rue de Miromesnil. Ce magnifique appartement de 320 m² répartis en onze pièces, dont une classée à l'inventaire des Monuments historiques, est loué 16 431 € par mois, soit près de 200 000 € par an. Il a fallu le meubler, et pour cela la République a dépensé 56 724 € de meubles, bureaux, fournitures diverses, ainsi que 8 513€ pour le déménagement des cartons du Faubourg Saint-Honoré. En 2014, les frais d'entretien, de nettoyage, la facture d'électricité, celle des téléphones fixes et mobiles, le papier et les timbres, ont coûté 215 392 € selon les documents obtenus par Avrillier. A cela s'ajoutent un peu moins de 10 000 € par an d'essence et d'entretien de la voiture présidentielle, une Citroën C6V6 HDI Exclusive achetée 44 141 € le 11 mai 2012 dans une concession de Levallois-Perret.

Le seul ex-président qui n'est pas à la retraite

La dépense la plus importante est celle des salaires des collaborateurs de l'ancien président. Dix personnes travaillent à plein temps au 77 rue de Miromesnil (Paris VIIIe). Parmi les cinq fonctionnaires, on dénombre deux chauffeurs, l'un détaché du ministère de l'Intérieur, l'autre du conseil général des Hauts-de-Seine, un intendant, et deux officiers de sécurité. La liste n'inclut pas les effectifs attachés à la protection du domicile du président et de sa femme dans une impasse privée du XVIe arrondissement. Parmi les cinq collaborateurs contractuels, qui touchent de 5 247 à 7 020 € par mois de salaire, figurent Consuelo Remmert, la demi-sœur de Carla Bruni-Sarkozy, ancienne conseillère à l'Elysée chargée aujourd'hui de gérer la diplomatie de Nicolas Sarkozy ainsi que ses conférences internationales, première source de revenus de l'ancien chef d'Etat. Véronique Waché, fidèle attachée de presse, affirme à Médiapart qu'elle a depuis la fin novembre été embauchée «à 100 %» par l'UMP où elle continue de gérer la communication de son champion, redevenu président du parti. Michel Gaudin, préfet à la retraite, ne toucherait non plus, selon Véronique Waché, aucune rétribution pour son poste de directeur de cabinet.

Au total, la facture de ces dix collaborateurs de mai 2012 à décembre 2014 a représenté 1,76 millions d'euros nets, 2,3 millions environ en tenant compte des cotisations patronales.

S'il ne coûte pas plus cher, en moyenne, que ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy n'est pas, contrairement à eux, à la retraite. Raymond Avrillier compte, toujours selon le site

d'investigation, interpellé la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques afin de l'interroger sur le maintien de ces avantages alors que Nicolas Sarkozy préside l'UMP depuis fin novembre, et qu'il envisagerait d'être à nouveau candidat à la présidence. Il souhaiterait aussi que les avantages en nature soient à l'avenir comptabilisés dans les documents qu'il a obtenus.

Combien gagne Nicolas Sarkozy ?

Comme Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy touche personnellement une indemnité à vie de 6 000 € par mois, soit 192 000 € sur les 32 mois concernés. Il dispose aussi, ainsi que son épouse, de la gratuité de ses déplacements avec la SNCF et Air France, «dans la meilleure classe», précise la lettre signée par Laurent Fabius en 1985, alors Premier ministre de François Mitterrand, pour institutionnaliser ces avantages aux anciens serviteurs de la République.

Dans leur livre «Ça reste entre nous, hein ?», les journalistes du Parisien - Aujourd'hui en France Nathalie Schuck et Frédéric Gerschel affirment que chaque conférence internationale, à la demande d'une banque ou d'une entreprise privée la plupart du temps, rapporte à l'ancien président «entre 100 000 et 150 000 euros», soit, en «une vingtaine de prestations rémunérées en deux ans et demi, un gain d'environ 2 millions d'euros», qui ne sont aucunement versés par l'Etat.

A partir du 28 janvier, Nicolas Sarkozy aura 60 ans. Il pourra en outre toucher en plus sa retraite de parlementaire, lui qui a été député pendant près de cinq ans dans les Hauts-de-Seine. Elle est estimée à 1900 euros par mois, une pension pour laquelle il a cotisé pendant ses mandats à l'Assemblée nationale. A cela s'ajoutent ses retraites de différents mandats locaux, comme maire de Neuilly-sur-Seine ou président du conseil général des Hauts-de-Seine. Enfin, l'ancien président ne siège pas au Conseil constitutionnel et ne perçoit donc pas l'indemnité de 13 000 € qui accompagne cette charge.

leparisien.f

III) Hollande: «La France doit expliquer qu'elle a un sens élevé de la liberté d'expression»

Laure BRETTON



François à Tulle, ce samedi à l'issue de ses vœux aux Corrèziens et aux territoires. (Photo Marc CHAUMEIL)

De retour dans son fief de Tulle pour les vœux, le Président, complimenté pour sa gestion des attentats, veut faire passer le message que «la vie doit continuer».

Un grand bain d'ordinaire après dix jours extraordinaires. Les Corrèziens ont reçu cinq sur cinq le message de François Hollande pour qui «la vie doit continuer» après les attaques de la semaine dernière.

Son discours de vœux terminé à la tribune de la salle de l'Auzelou, sur les hauteurs de Tulle, le chef de l'Etat plonge vers la foule. On lui vante «la croissance à deux chiffres» de la papeterie, on lui présente le nouveau directeur de Corrèze Habitat et on se bouscule pour faire une photo avec lui. Tous parlent emploi – celui qu'ils cherchent, qu'ils ont trouvé – et ceux qui évoquent les attaques et de la manifestation monstre de dimanche dernier sont plutôt âgés.

«Vous avez été merveilleux. Il faut continuer comme ça», l'exhorte une septuagénaire sur son 31. «Toute la reconnaissance des camarades de ma section», glisse ému un dirigeant du PS local à l'ex-président normal. «Tout mon respect. Ah non, on dit "tous mes respects"», se reprend une jeune femme émue.

Entouré de six gardes du corps et du maire de Tulle, Bernard Combes, qui lui rappelle certains noms et CV à l'oreille quand il faut, François Hollande savoure. Prend des nouvelles, écoute

attentivement tous les petits signaux lancés par ses anciens administrés, tutoie quasiment tout le monde. Les Corrèziens, qui se massent autour de lui, lui donnent du «François» sans passer par la case «Président» malgré la nouvelle stature de ces derniers jours.

«Ici, on n'a pas peur, on ne se sent pas menacé»

«Tu lâches rien hein», insiste un «jeune retraité». «On lâche rien», promet Hollande. Qui sourit, visiblement heureux de reprendre pied dans la réalité: la réforme territoriale, la ligne Poitiers-Limoges, la nouvelle usine de traitement des déchets... «Merci les fonctionnaires», lance-t-il en saluant un petit groupe de profs. Après ce qui s'est passé, «on doit transformer l'école, ne pas laisser les enseignants seuls», fait-il valoir avant de demander à un homme si «on entend toujours bramer le cerf dans [s]on coin». «Ici, on n'a pas peur, on ne se sent pas menacé, confie-t-il en aparté. Ici, les gens sont plus dans le jugement de ce qu'on a fait. Ils veulent que ce mouvement serve à donner confiance dans le pays.»

Deux des trois terroristes ont passé six ans à une soixantaine de kilomètres de Tulle, dans un foyer pour jeunes en difficulté avant de se radicaliser. «Ils étaient encadrés, insérés et puis ils s'échappent, pourquoi ? Ils faisaient du sport, ils étaient joviaux. Pourquoi à un moment ils basculent. Ici, il n'y a pas une menace mais une question», insiste François Hollande. Qui ne manque jamais une occasion de rappeler le lourd tribut payé par Tulle et le Limousin pendant la Seconde guerre mondiale: «Il faut faire attention aux comparaisons mais les nazis étaient calmes et sereins et puis ils ont tué froidement.»

Après les manifestations anti-Charlie visant des symboles de la France dans le monde arabe et en Afrique, le chef de l'Etat est en alerte : *«ça nous inquiète, ça prouve que nous devons expliquer que nous avons un sens élevé de la liberté d'expression. Il y a des tensions en France et des incompréhensions ailleurs, dans des pays qu'on a protégés contre le terrorisme. Il faut leur dire : on ne transige pas avec la liberté d'expression comme on ne transige pas avec la lutte contre l'islamisme radical. Il faut leur parler, la France c'est les droits de l'homme, les libertés. On ne transige pas».*

liberation.fr Laure Bretton, envoyée spéciale à Tulle (Corrèze)

IV) Régis Debray : "le désert des valeurs fait sortir les couteaux"



Par Aude Lancelin

Très tôt Régis Debray aura alerté contre l'oubli des valeurs républicaines. Alors qu'il publie "Un candide", il s'exprime sur l'unanimité de l'après attentat, l'état préoccupant de notre pays ou encore l'attrait inédit du djihadisme.



Régis Debray en 2010. (ERIC DESSONS / SIPA)

L'Obs La mobilisation nationale consécutive aux assassinats perpétrés à «Charlie Hebdo» et à la porte de Vincennes pourrait-elle montrer plus de ressources républicaines et de capacités de sursaut qu'on n'en attribuait ces derniers temps à la France ?

Régis Debray Oui, à l'heure où nous parlons, c'est un formidable encouragement. «Quelque chose meurt en nous quand un ami s'en va.» Non. Quand des amis comme ceux-là s'en vont, morts au champ d'honneur, quelque chose de profond se réveille en nous tous. Challenge and response, défi et renouveau. Cela vaut pour les civilisations, comme pour les pays et les individus. Et cela vaut bien de passer sur la récupération bizarre, voire obscène, de joyeux francs-tireurs par tous leurs ennemis réunis, au dedans comme au dehors. Paris vaut bien une comédie unanime. La République vaut bien un quiproquo. On devrait pouvoir repartir. Imaginez des politiques à la hauteur ! On peut rêver.

Depuis plus de vingt ans, on le voit à nouveau dans ce livre «Un candide à sa fenêtre», votre réflexion porte sur le délitement de l'idée de France, sur l'espèce de déliquescence qui affecte le grand récit national, et l'antipathie sourde que ce dernier inspire même à beaucoup d'entre nous. Chez vous pourtant, cela ne débouche jamais, contrairement à tant d'autres aujourd'hui en France, sur un déclinisme sinistre. Qu'est-ce qui vous permet de garder espoir en ce pays ?

D'abord, le noble instinct de conservation. Et puis la langue, et l'humour – parce qu'au fond, le français, ma vraie patrie, c'est beaucoup plus grand que l'Hexagone. Il y a là une vitalité, une veine d'impertinence, une résilience qui ne renonce pas, en France, en Algérie, au Québec, au Liban. On est bien forcé pourtant d'observer chez nous un appauvrissement du vocabulaire, un tarissement du poétique, un «casse-toi pauvre» généralisé.

Mais il y a de la ressource. Quand vous lisez Kamel Daoud par exemple [«Meursault, contre-enquête», NDLR], vous vous dites : ah, il y a encore une mise des mots sous tension, une intensité d'écriture. Bien sûr, minoritaire. Mais, ça l'a toujours été. Malraux disait que la secte littéraire, c'était 10.000 personnes. Au-delà, c'est un malentendu. Ou un opportunisme.

Espoir d'ordre culturel, donc. D'ordre politique ? Je crains que de ce côté, on ne soit à la fin d'un cycle, celui qui est né aux alentours de 1789 et qui liait la lutte pour le pouvoir à une confrontation d'idées. La première a sans doute 50.000 ans, en tout cas 3.000 ans attestés. C'est une lutte d'intérêts, de factions, de clans. Mais la Révolution a inventé autre chose en France qui arrimait l'éternelle bagarre pour les places à une idée de l'homme et de l'avenir, à un universel. On a souvent l'impression qu'on en est revenu là-dessus au statu quo ante, «ôte-toi de là que je m'y mette».

[...]

L'agitation autour de l'islam ne cesse de monter en France. Outre les événements tragiques survenus à «Charlie Hebdo», le nouveau roman de Michel Houellebecq traite précisément de ces questions sur un mode polémique. Est-ce que vous pouvez comprendre le fait que certains voient dans cette religion un facteur de déstabilisation majeur pour les pays européens ? Ou est-ce qu'il y a là pour vous une panique excessive qui finit du reste par devenir autoréalisatrice ?

Evitons surtout la paranoïa. Il y a un problème sérieux lié non à l'immigration en soi, mais au fait que beaucoup d'enfants d'immigrés ne se sentent plus français et n'ont pas envie de le devenir. Aux Etats-Unis, les arrivants arborent le drapeau américain. Pourquoi ? Parce que les politiques y ont un petit drapeau étoilé sur le revers du veston, parce que, lorsque vous arrivez dans un aéroport, vous avez un stars and stripes de 10 mètres sur 20.

Nous, nous avons une classe dirigeante qui a honte de sa langue et de son lieu de naissance: c'est ringard, franchouillard, moisi. Comment voulez-vous que les immigrés se sentent un attrait pour ce qui rebute nos gens du bon ton ?

Le vrai problème, ce n'est pas la présence musulmane, du reste aussi éclatée et diverse que le monde chrétien de souche.

C'est notre incapacité à nous faire aimer des nouveaux venus. C'est plus un problème franco-français qu'un problème franco-musulman. Pourquoi rien à la place du service militaire ? Pourquoi n'a-t-on pas ritualisé la naturalisation comme le font les Etats-Unis, pourquoi «la Marseillaise» à l'école est-elle jugée pétainiste ? Leur religion biblico-patriotique rend les Américains confiants dans leur destin, parfois même un peu trop. Nous avons un équivalent dans le culte laïque de la patrie ou du savoir ou du progrès. Les fondements symboliques sont aux abonnés absents.

C'est la fierté qu'il faut désormais récupérer. Pourquoi est-ce que nous n'arrivons plus en France à mobiliser notre passé prestigieux et nos mythologies autrement que sur un mode muséal ? Les pays comme la Chine ou l'Inde entretiennent leur mytho-histoire. Chez nous, le mythe, Barthes aidant, passe pour un affreux mensonge. La Maison de l'histoire de France était mal partie, avec Sarkozy en initiateur, on avait envie de fuir. Mais cette affaire était révélatrice, comme je le dis dans mon «Candide».

Qu'est-ce qu'une nation ? C'est une fiction qu'on accepte parce qu'elle nous augmente. L'histoire s'en allant, ne nous restent que des mémoires, parcellaires et antagonistes. On est passé de la molécule aux atomes. Ça se paie. [...]

Propos recueillis par Aude Lancelin

Un candide à sa fenêtre. Dégagements II
par Régis Debray, Gallimard, 400 p.

Source : "l'Obs" du 14 janvier 2015.

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Terroristes islamistes : "C'est la même mécanique que pour les nazis"

Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik estime que les terroristes islamistes sont volontairement façonnés selon une mécanique identique à celle qui a amené au régime nazi



Boris Cyrulnik était de passage ce vendredi à Bordeaux pour présenter son dernier livre © PhotoTaris Philippe

De passage à Bordeaux vendredi pour la parution de son dernier livre "Les âmes blessées" (Odile Jacob) et la commémoration de la rafle des juifs, le neuropsychiatre Boris Cyrulnik a participé à l'émission "Point de vue" sur TV7 Bordeaux (à voir aussi sur le site de TV7). Il y a longuement commenté l'actualité, le dramatique attentat de Charlie Hebdo et la prise d'otages de Vincennes.

En voici les principaux extraits.

Comment expliquez-vous une telle violence au nom d'une religion ?

Cela s'est déjà vu dans le passé. Cela existe depuis longtemps. On met la haine dans des quartiers en difficulté, on repère les enfants, on leur offre des stages de formation. Ce sont des groupes politiques qui utilisent le terrorisme comme une arme. Quand la haine est semée, on repère les enfants les plus faciles à fanatiser et on les envoie au sacrifice. Cette organisation est financée par les gens du pétrole et de la drogue, qui ont des intentions politiques sur le Moyen-orient et l'Occident.

C'est un peu la théorie du complot ?

Ce n'est pas une théorie. Cela a déjà été fait. L'inquisition chrétienne relève du même processus. Le nazisme est parti de la belle culture germanique allemande, et en quelques années a mis le feu au monde. Des slogans sont entrés petit à petit dans la culture commune. La population s'est soumise à une représentation dépourvue de

jugement. La société s'est imprégnée de ces idées.

Que faire aujourd'hui ?

On peut faire de cette tragédie une solidarité ou un massacre. Les musulmans français sont en danger. Ils risquent d'être agressés. 99% des arabes tués dans le monde le sont d'ailleurs par d'autres arabes. Ces phénomènes se sont produits dans l'histoire et se reproduiront.

Ces terroristes sont donc formatés et ne sont pas fous ?

Ce ne sont pas des fous, ni des monstres. Ce sont des enfants normaux et en détresse, façonnés intentionnellement par une minorité qui veut prendre le pouvoir. Ces enfants sont abandonnés, en difficulté psychosociale et éducative, et il faudrait d'abord les éduquer. Ils le sont par les réseaux sociaux qui sont une arme pour façonner ces jeunes. Internet véhicule une représentation facile de la réalité, une pensée paresseuse à l'origine de toutes les théories totalitaires. Avec une minorité d'hommes formés, payés et armés, manipulés et fabriqués, on peut détruire une civilisation. Cela a été fait. L'inquisition et le nazisme l'ont fait

En disant cela vous déresponsabilisez aussi ces terroristes ?

C'est un risque. Je pense aussi que l'on a toujours un espace de liberté. Mais je veux parler de la responsabilité de nos gouvernants qui ont abandonné culturellement les gosses de nos quartiers et les ont soumis à des manipulateurs. L'Allemagne nazi était très cultivée, mais la base de la société ne l'était pas du tout. C'est exactement la même chose dans les pays du Moyen-orient.

Est-ce la même mécanique dans la tête d'un nazi et d'un fondamentaliste islamiste ?

Oui, clairement. C'est la même méthode. Freud disait les mots désignent des choses au début, puis des choses qui ne sont pas là et c'est la fonction du symbole, et enfin ils finissent par ne plus rien désigner du réel. A ce moment là, on se soumet à un slogan. Quand une culture ne permet pas la rencontre et le débat, on est des proies et internet démultiplie le pouvoir de ces manipulateurs.

VI) Plongée dans les lectures des djihadistes des attentats de Paris

Par Pierre Puchot

Mediapart s'est procuré la totalité du corpus des textes saisis en 2010 aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly. Une documentation idéologique pour justifier les attentats qui apparaît souvent comme contradictoire, à très forte tonalité politique. Nous avons également interrogé un militant djihadiste soutenant les attentats de Paris, et sollicité l'analyse du chercheur Romain Caillet.

Mediapart s'est procuré la totalité du corpus des textes saisis en 2010 aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly, deux des trois auteurs des attentats de Paris la semaine passée, à l'époque soupçonnés par la justice d'un projet d'évasion de prison d'un terroriste. Des textes en français pour la plupart, souvent violents, obsédés par la guerre et la nécessité de « combattre les ennemis de l'islam », mais non dénués de logique propre. Leur analyse montre à quel point le djihadisme est davantage un courant politique que religieux. Pour le comprendre, cette documentation idéologique réunie pour justifier les attentats doit être replacée dans son contexte historique, géopolitique, tant ces textes peuvent apparaître contradictoires les uns par rapport aux autres dans leur stratégie comme dans leurs perspectives.

C'est ce que nous tentons de faire ici, en convoquant également le témoignage direct et rare d'un militant djihadiste soutenant les attentats de Paris (parfaitement francophone, il ne réside pas en France mais dans un pays du Maghreb), confronté à l'analyse du chercheur Romain Caillet, spécialiste de la mouvance djihadiste.

La grande majorité des textes saisis est avant tout théorique et non opérationnelle. L'un d'eux revisite par ailleurs les écrits des premiers savants musulmans (Les Savants du sultan, paroles de nos prédécesseurs – ou « salafs »), mais l'essentiel fait plus appel à des théoriciens djihadistes contemporains qu'à des ouvrages de théologie jurisprudentiels des premiers siècles de l'Islam.

Dans ces textes, l'une des notions clés concerne le mot « djihad », et les différentes compréhensions que l'on peut en avoir. Le mot revient notamment dans l'ouvrage *Déviance et incohérence* chez les

prêcheurs de la décadence, censé réfuter les thèses de l'imam suisse Tariq Ramadan, retrouvé au domicile de Chérif Kouachi et d'Amedy Coulibaly (nous reviendrons sur l'importance de ce livre). Page 122, le djihad est défini comme la peine, l'effort, le dépassement de soi, conformément à la racine du mot qui, dans la langue arabe, évoque ces notions. Comment passe-t-on de cette lutte intérieure pour être en accord avec Dieu au combat armé contre les mécréants, pierre angulaire de la mouvance djihadiste ? Outre leur étymologie et le sens religieux, les mots sont également porteurs d'une signification « chariaïque », née de l'interprétation que font les jurisconsultes de la littérature prophétique. Dans la plupart des textes où il apparaît, le mot djihad y est ainsi défini comme dans un sens de combat contre le mécréant (le « kafir », « kouffar » au pluriel).

Rien d'étonnant pour le chercheur Romain Caillet, qui explique que « 80 % des ouvrages jurisprudentiels ont interprété le sens de djihad comme un combat contre les mécréants ». Selon lui, « c'est assez logique, car les jurisconsultes classiques ont écrit leurs ouvrages il y a plusieurs siècles et ne sont pas là pour codifier une relation spirituelle, ce qui a rapport à la mystique et à la relation personnelle que l'on entretient avec Dieu, ce que l'on désigne quand on parle de djihad intérieur, le fait de se lever tôt pour faire la prière, de lutter contre soi-même pour pratiquer sa religion avec assiduité. Les jurisconsultes, eux, s'intéressent au droit. Leur rôle est de rédiger des lois et de codifier les règles de la société en temps de guerre. D'où leur interprétation du djihad. »

Le corpus des textes contemporains saisis en 2010 chez les frères Kouachi et Amedy Coulibaly utilise ces références des jurisconsultes classiques pour raviver cette notion de djihad comprise comme une guerre contre les mécréants, et par extension contre l'Occident, les chiites, les chrétiens, les juifs, etc.

Pour comprendre le processus de formation des frères Kouachi, il faut revenir sur la présence à leurs domiciles respectifs du texte précédemment cité et enregistré sous la référence « Refutation à Tareq Ramadan.doc. » Pourquoi Tariq Ramadan ? En France, cet imam a d'abord séduit une partie du public musulman pratiquant par son érudition et son éloquence, qui tranchaient avec celle, plus fruste, d'imams formés à l'étranger ou moins éduqués. D'autres voyaient en lui le petit-fils d'Hassan el-Banna, le fondateur des Frères musulmans, courant aujourd'hui scindé en

différentes organisations aux stratégies parfois antagonistes, mais historiquement central dans la réflexion contemporaine sur l'islam politique. Contesté pour ses positions sur le conflit au Proche-Orient, Tariq Ramadan n'en est pas moins le prêcheur d'un islam libéral, ou réformiste, qui considère que les textes fondateurs de l'islam doivent être relus pour en extraire une théologie adaptée au contexte européen. L'islam s'est toujours pensé dans le cadre d'une société musulmane, nous dit-il, il faut le repenser dans le cadre d'une société occidentale et réformer radicalement la jurisprudence musulmane et les avis juridiques délivrés au Moyen Âge.

Cet islam qui se pense comme minoritaire au sein d'une société est bien entendu contraire à tous les objectifs politiques des djihadistes, qui veulent imposer une société islamique et le combattent donc sur le plan de la doctrine. D'où la présence dans le corpus de cette réfutation à Tariq Ramadan. À son propos, le djihadiste que nous interrogeons nous délivre d'ailleurs un argument des plus classiques : selon lui, Ramadan s'est tellement éloigné du texte coranique qu'il « n'est pas difficile de le discréditer ». En France, les militants djihadistes se sont d'abord construits du point de vue idéologique contre l'islam prôné par Tariq Ramadan.

Maqdissi, le théologien critique

Parmi les auteurs des textes saisis aux deux domiciles revient de manière systématique le cheikh Mohammed al-Maqaḍīssī. Avant sa contestation de l'État islamique (EI) proclamé en juin 2014, Maqdissi était la principale référence idéologique du courant djihadiste contemporain, bien avant celui qui est pourtant numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort d'Oussama Ben Laden, Ayman al-Zawahiri. Ses livres – téléchargeables sur le site tenu par al-Maqaḍīssī lui-même, ou sur le site francophone Ansar-Al-Haqq (en arabe, les « Partisans de la vérité », dont le nom est noté sur un petit carnet retrouvé chez Amedy Coulibaly), piraté après les attentats de Paris –, sont d'ailleurs présents dans plusieurs milliers de foyers de par le monde qui n'appartiennent pas à la mouvance, mais qui sont cependant curieux d'en connaître le contenu.

Théologien, Maqdissi ne se focalise pas sur la lutte armée, et n'a jamais participé au djihad. En 2011, le chercheur Romain Caillet a publié une notice biographique très complète du personnage. Présenté, à tort selon Romain Caillet, comme le mentor de Zarqaoui, le chef de la branche d'Al-

Qaïda en Irak jusqu'à sa mort en 2006, Maqdissi s'est en fait servi du réseau de Zarqaoui pour exister sur la scène djihadiste et diffuser son idéologie. Palestinien né en 1959 près de Naplouse en Cisjordanie, il émigre au Koweït avant d'en être expulsé en 1991 au moment de la guerre du Golfe. Après avoir voyagé en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, il trouve enfin asile en Jordanie. Emprisonné pour ses écrits en 1995, il est libéré à la fin des années 1990. Via Internet, ses thèses deviennent mondialement connues.

Sa pensée s'inspire principalement de la réforme wahhabite, l'islam ultra-rigoriste promu par les oulémas d'Arabie saoudite, où il a été formé mais dont il n'épargne pas le régime. Son principal traité, « La religion d'Abraham » – la référence exacte est : La Religion d'Abraham et l'appel des prophètes et des messagers et les styles utilisés par les tyrans pour la banaliser et pour détourner les prédicateurs de cette religion, par Abou Mohammed Assim Al Maqdissi –, est présent parmi les textes saisis chez les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Maqdissi y compare les systèmes législatifs en vigueur dans les pays arabes aux idoles qu'Abraham aurait refusé de servir.



Le cheikh al-Maqaḍīssī dans l'une des dizaines de vidéos et cours théologiques disponibles sur You tube © DR

Un ouvrage de Maqdissi sur l'Arabie saoudite, dans une version française traduite et légèrement modifiée, qui dégrade le royaume des Saoud au statut d'État mécréant, pose également la question de la formation et du rapport à l'ONU. L'idée du chapitre de cet ouvrage consacré à l'OMC et à l'ONU est d'expliquer que puisque l'Arabie saoudite est membre de ces deux organisations, considérées comme étant au service des ennemis de l'islam, elle doit être excommuniée.

Paradoxalement, c'est du traitement de la question du travail humanitaire que provient l'un des désaccords fondamentaux de Maqdissi avec l'organisation de l'État islamique et le califat proclamé en juin par l'émir al-Baghdadi en Irak et

en Syrie. Considérant qu'il est de son droit d'avoir une approche critique du mouvement djihadiste – Maqdissi a notamment, au début des années 2000, conseillé à son ancien compagnon de route Zarqaoui de cibler les troupes américaines plutôt que les musulmans chiites –, Maqdissi a condamné à plusieurs reprises l'assassinat d'humanitaires par des groupes djihadistes. En 2008, à la suite d'un nouveau séjour de trois ans en prison, Maqdissi ajoute un chapitre sur la Croix-Rouge à l'un de ses ouvrages consacré aux « fruits du djihad ». Il y raconte son expérience avec l'équipe du CICR qui lui a rendu visite à plusieurs reprises en prison et désavoue l'attentat perpétré contre le CICR à Bagdad en 2003. Il rappelle notamment que l'Empire ottoman a reconnu la convention de Genève en 1864, reconnaissant la neutralité du personnel médical intervenant dans les zones de guerre. Sa formule est la suivante : si l'ONU est considérée comme le « taghout » absolu (terme usité dans la littérature coranique pour désigner tout ce qui dépasse les limites sacrées, jusqu'à devenir un objet d'adoration ; il peut désigner un État, ou un chef d'État ; dans ce cas-là le taghout peut être traduit par « tyran »), Maqdissi estime que son personnel n'en est que le messager et qu'il faut donc l'épargner.

Ce droit de regard que s'arroge Maqdissi ne convient cependant pas à une large partie des djihadistes, qui considèrent que les oulémas (les savants de l'Islam) comme Maqdissi ne tirent leur légitimité que du fait qu'ils soutiennent leur cause. Là réside, selon Romain Caillet, une différence doctrinale et politique considérable entre les salafistes quiétistes (qui ne s'occupent pas de politique) et les djihadistes : qui détient l'autorité ? L'émir (le chef de l'organisation) ou le cheikh (le chef religieux) ?

Les salafistes quiétistes se fient aux oulémas et aux cheikhs. Les djihadistes, eux, se rangent derrière l'émir. Sur le territoire qu'il contrôle en Irak et en Syrie, al-Baghdadi est d'ailleurs le chef incontesté et ne partage pas son autorité avec les dignitaires religieux. Directeur de l'ouvrage collectif *Qu'est-ce que le salafisme ?*, le chercheur Bernard Rougier résume cela dans une formule : « Il est bien plus facile pour un émir de s'improviser cheikh que l'inverse. » Le rapport ambigu que beaucoup de djihadistes entretiennent désormais avec Maqdissi, entre un profond respect pour ses écrits et son parcours et une grande méfiance pour ses prises de position critiques envers l'EI, éclaire l'évolution idéologique des djihadistes présents sur le territoire français.

Ennemi proche, ennemi lointain

Longtemps en effet, le courant djihadiste français lui-même s'est restreint, dans sa grande majorité, à la prédication. Avec les premiers départs en Syrie, et plus encore depuis l'essor de l'État islamique, la dynamique s'est peu à peu transformée : les djihadistes partis au Moyen-Orient critiquent les cheikhs restés en France qui les ont formés, les accusant de ne pas avoir agi concrètement, et se placent sous l'autorité de l'émir al-Baghdadi. Dès les années 1970, le théoricien djihadiste Abdessalem Faraj n'écrivait-il pas, disent-ils : « Certains pensent que le chemin pour édifier un État islamique consiste à exercer la prédication seule ; mais une telle démarche n'aboutira pas à l'édification d'un État, d'autant que certains se sont basés sur ce point de vue pour abandonner le djihad. La vérité est que ceux qui réussiront à édifier l'État islamique, constitueront une minorité de fidèles... L'islam ne compte pas sur la quantité » (extrait de l'ouvrage *Le Jihad – L'impératif occulté*, par Mohammed Abdessalam Faraj, livre également présent chez Chérif Kouachi lors de la perquisition).

Que les frères Kouachi ou Amedy Coulibaly aient débattu ou non de toutes ces questions doctrinales ne saurait masquer l'essentiel : ils sont le produit de leur temps, ont entre les mains les ouvrages classiques et un arsenal théorique qui leur sert à justifier à leurs yeux le fait de commettre des attentats. Ils ne sont donc pas des acteurs isolés, mais font partie d'un tout, d'une mouvance politique structurée et sont passés à l'acte dans la période de distanciation avec certaines références idéologiques du courant djihadiste (dont Maqdissi) et de mise en action d'une large partie des filières djihadistes, « montés » ou non au djihad en Irak et en Syrie.

En outre, les débats autour des livres de Maqdissi et de l'ensemble du corpus des textes saisis dans les perquisitions démontrent bien à quel point le mouvement djihadiste est avant tout politique, et qu'il est nécessaire de resituer ce mouvement dans son environnement politique, historique et social pour le comprendre, tant ses positions, objectifs, cibles et stratégies peuvent apparaître diamétralement opposés d'une époque à une autre et d'un pays à un autre. C'est ce que montre l'analyse des textes.

Prenons à nouveau l'exemple d'Abdessalem Faraj, présent chez Chérif Kouachi comme chez Amedy Coulibaly. Théoricien du djihad dans les années 1970, principal idéologue du groupe islamiste Tanzim al-jihad (« Organisation du jihad

Faraj critiquait la Hijra (terme utilisé en référence à l'émigration des premiers musulmans de La Mecque à Médine en 622) en Afghanistan après 1979, car il considérait que le combat devait être mené contre les régimes arabes et non contre les Soviétiques. C'est l'époque où l'interprétation des théoriciens du djihad les pousse à militer pour une lutte contre l'ennemi proche, en l'occurrence les régimes arabes considérés comme apostats, et non les Soviétiques, considérés comme l'ennemi lointain.

« Le djihad actuel consiste à libérer la ville de Jérusalem en tant que terre sacrée et cela constitue un devoir pour tout musulman. Le Prophète a permis aux musulmans de faire passer le plus important en premier. Donc, le combat mené contre l'ennemi proche doit primer celui mené contre l'ennemi lointain, écrit Faraj dans l'ouvrage retrouvé chez Chérif Kouachi. Par ailleurs, le combat doit être mené sous un étendard musulman, par un État musulman commandé par des musulmans et non pas par des pseudo-musulmans. Enfin, la raison de l'existence coloniale est précisément basée sur le pouvoir actuel. Le combat guerrier à mener en premier est celui qui consistera à éradiquer ces gouvernements impies pour les remplacer par le régime islamique complet. Là sera le point de départ. »

Également présent dans la bibliothèque de Kouachi et Coulibaly, soutenu à son époque par les régimes saoudiens et jordaniens, le Palestinien Abdullah Azzam prêche au contraire pour un djihad contre les Soviétiques au cœur des années 1980, en contradiction avec Faraj. Vient ensuite al-Zawahiri, théoricien d'Al-Qaïda aujourd'hui numéro 1 de l'organisation, qui estime que les régimes arabes ne constituent pas une cible suffisamment attractive : chaque citoyen, explique-t-il, ayant un membre de sa famille employé par les autorités, les « masses arabes » ne peuvent pas adhérer au djihad contre l'ennemi proche. Pour Zawahiri, il faut donc viser l'ennemi lointain, non plus les Soviétiques défaits en Afghanistan mais l'Occident et Israël. Les attentats du 11 septembre 2001 sont la traduction directe de ce changement de stratégie.

Nouveau revirement au milieu des années 2000, quand le chef de la branche d'Al-Qaïda, Abou Moussab Zarqaoui, identifie un nouvel ennemi proche : le musulman chiïte, dans le contexte de la chute du régime de Saddam Hussein en Irak en 2003 et par ricochet de la montée en puissance de la République islamique (chiïte) d'Iran, débarrassée de l'ennemi qui lui a fait la guerre de

de 1980 à 1988.

Tout récemment, un nouveau débat s'est installé chez les djihadistes, venu non pas de l'État islamique, mais du Yémen – pays qui héberge AQPA, pour Al-Qaïda dans la péninsule arabique (lire nos précédents articles qui lui sont consacrés), qui a revendiqué l'attentat contre Charlie Hebdo. Dans une conférence de presse d'AQPA organisée début décembre, un cadre de l'organisation expliquait que Zawahiri et Ben Laden avaient finalement raison, et qu'il fallait se concentrer sur l'ennemi lointain.

L'argument est simple : selon ce cheikh, ce qui se passe en Irak et en Syrie depuis la formation de la coalition internationale contre l'État islamique (EI) montre que même s'ils arrivent à établir le califat, celui-ci reste sous la menace perpétuelle de l'Occident, qui est en fait la cause de tous les maux. Une prise de position pour le moins troublante, moins d'un mois avant les attentats de Paris, qu'AQPA a donc revendiqués, mercredi 14 janvier.

Ennemi proche, ennemi lointain... Le débat est toujours en cours au sein de la mouvance djihadiste. Et la partie (très minoritaire) des militants yéménites qui ont quitté AQPA pour faire allégeance à l'EI en 2014 insiste sur le fait que l'obsession d'Al-Qaïda et d'AQPA à propos de l'Occident a permis, en creux, à la rébellion chiïte des houthistes de percer au Yémen, car AQPA ne les a pas assez combattus.

«Pourquoi la France est-elle touchée, et pas le Danemark ? Parce qu'ils visent les puissances»

En eux-mêmes, les textes des théoriciens du djihad ne présentent donc que partiellement les ambitions et objectifs du courant djihadiste. Rendus anonymes, ces textes seraient aujourd'hui moqués sur les forums djihadistes. Ce constat est particulièrement évident pour le texte d'Abdallah Azzam, théoricien légendaire du djihad mais tué selon toute vraisemblance par des djihadistes en 1989. Dans l'ouvrage présent chez les frères Kouachi comme chez Coulibaly, intitulé Le jugement islamique concernant le fait de tuer les femmes et les enfants au djihad, Azzam défend le fait que « l'Islam ne permet pas de tuer quelque personne que ce soit parmi les mécréants, excepté les combattants, ainsi que ceux qui soutiennent les polythéistes et autres ennemis de l'Islam, par des moyens financiers ou de simples conseils. (...) C'est pourquoi les femmes en raison de leur fragilité, ne doivent pas être tuées, excepté si elles

vous combattent ».

Les frères Kouachi et Amedy Coulibaly n'ont pas suivi ces préceptes. Pourquoi ? Parce que les objectifs et cibles d'Azzam ne sont pas ceux d'AQPA ni de l'État islamique, et que les jurisprudences évoluent au sein de la mouvance djihadiste. Utilisant le corpus de textes contenu dans les perquisitions, nous interrogeons donc un militant djihadiste résidant dans un pays d'Afrique du Nord, qui soutient les attentats de Paris, sur le passage d'Azzam cité plus haut. À quoi le militant djihadiste répond que certes, il n'est pas permis de tuer les femmes et les enfants au djihad, mais que cela est permis dans les trois cas suivants : « 1 : qu'il soit impossible d'atteindre l'ennemi qu'en passant par eux ou qu'ils soient mélangés à l'ennemi car le prophète dans certaines batailles a attaqué des villages avec une sorte de catapulte et les victimes ont été diverses ; 2 : quand les ennemis tuent les femmes et les enfants des musulmans (le coran a dit : et punissez-les comme ils vous punissent ; ça a aussi été affirmé par cheikh ibn Otheimine, un grand savant contemporain mort). Ils ont ajouté que cela était licite si cela permet de les faire réfléchir à deux fois avant de s'attaquer aux femmes des musulmans car ils savent qu'ils vont répliquer contre leurs femmes et enfants ; 3 : lorsque l'ennemi les prend pour bouclier humain, il est d'ailleurs même permis de tuer les musulmans si l'ennemi se cache derrière et qu'il risque de causer des dégâts. »

Dans nos échanges par courrier électronique, le militant djihadiste soutient les attentats de Paris et développe l'argument suivant : « Les âmes de Français ne valent pas plus que celles des civils syriens, irakiens, maliens et centrafricains, donc cela me paraît tout à fait légitime. Si cela permet en plus de faire réfléchir le gouvernement à deux fois avant d'entreprendre des actions contre les musulmans, c'est encore mieux. D'ailleurs certaines voix se sont élevées pour dire que ce n'est pas le combat de la France d'aller dans ces pays (Syrie et Irak) même s'ils continuent à dire que c'est le "rôle historique" de la France d'intervenir en Afrique. C'est la France qui a commencé les hostilités et elle doit assumer. Mais je suis convaincu que les gouvernements n'en ont rien à faire des citoyens, ils ont des agendas qu'ils suivent quel qu'en soit le prix. Les enjeux et les intérêts économiques priment sur la vie humaine. Pour Charlie Hebdo, je me réjouis de ce qu'il leur est arrivé, je n'ai aucune pitié ni compassion pour eux. Ils ont été prévenus, gentiment au début, puis sommés d'arrêter, ils ont été alertés par l'incendie et ils ont continué à se moquer de notre prophète

et à surenchérir, maintenant ils rigolent moins. »

Impitoyable, le militant djihadiste l'est aussi pour les musulmans de France : « Ceux qui pratiquent réellement l'islam (car la plupart n'ont rien à voir avec l'islam ni de près, ni de loin) savent qu'il est interdit d'habiter parmi les mécréants donc ils doivent penser à émigrer vers d'autres terres. Les autres, ils vont continuer à essayer de plaire aux Français en s'éloignant encore plus de leur religion et en copiant les mécréants pour essayer de devenir comme eux mais ils ne réussiront pas car ils seront toujours rejetés et considérés comme des citoyens de seconde zone (sauf exceptions flagrantes et pour de courtes périodes, comme après la coupe du monde mais au moindre écart ils reviendront de sales arabes – sic). Cela est évidemment dû au complexe de supériorité des Français et de leur esprit colonialiste et à la gangrène juive (sic) dans les médias et la politique. Un jour, ça éclatera et il y aura une deuxième inquisition et ils en paieront le prix. »

« Tous les djihadistes de notre époque sont d'accord pour tuer les civils occidentaux non-combattants, commente pour sa part le chercheur Romain Caillet. Ben Laden en a longuement parlé. » Les djihadistes considèrent que les civils des pays occidentaux sont en fait des combattants, parce qu'ils soutiennent les politiques de leurs chefs d'État que les djihadistes considèrent comme hostiles aux musulmans, en votant pour eux et en les soutenant dans leur engagement en guerre, comme c'est le cas pour la France au Mali, en Irak ou en Afghanistan. Ils se basent notamment sur les sondages pour appuyer leur démonstration. C'est mot pour mot l'argument fourni par Amedy Coulibaly lorsqu'il s'adresse aux otages dans l'hypermarché Casher. On l'entend dans le son diffusé par RTL dans la matinée du samedi 7 janvier : « Au Mali, ils (les djihadistes) n'avaient fait aucune exaction quand "ils" (l'armée française) sont partis là-bas. Et moi je vous le dis à vous, parce que vous êtes pas très au courant de ce qui se passe. Des gens comme moi qui vont venir, il y en aura de plus en plus. (...) Il faut qu'ils arrêtent d'attaquer l'État islamique, qu'ils arrêtent de dévoiler nos femmes. (...) C'est vous qui avez élus vos gouvernements. Vos gouvernements, ils ne vous ont jamais caché qu'ils allaient faire la guerre. Deuxièmement, c'est vous qui les financez, car vous payez les taxes (...) Non, vous n'êtes pas obligés. Je ne paie pas mes impôts moi. »

Pour justifier le meurtre des femmes et des non-combattants, les djihadistes se basent également sur un texte scripturaire qui narre l'histoire d'une

femme tuée du temps du prophète Mohammed parce qu'elle haranguait la foule pour la pousser à combattre les musulmans.

Pour les djihadistes, il faut donc tuer celui/celle qui aide ou qui incite à tuer des musulmans. Pour les meurtres d'enfants qui, eux, font débat chez les djihadistes, la justification découle de la loi du talion, selon le principe suivant : « Vous tuez nos enfants, nous tuons les vôtres », revendiqué là encore par Coulibaly dans l'enregistrement, qui prononce les mots « loi du talion » devant les otages.

Le matériel opérationnel

Le fait de cibler les juifs ne rentre en revanche pas nécessairement dans la logique des djihadistes selon le chercheur Romain Caillet : « Dans l'idéologie djihadiste, les juifs ne constituent pas forcément une cible prioritaire, estime-t-il. Si Israël n'existait pas en tant que puissance, je ne crois pas qu'ils seraient aussi présents dans les textes djihadistes. Dans leur logique, il y aurait beaucoup plus de raisons de frapper les hindous, par exemple, parce qu'ils sont polythéistes. Pourtant, à ma connaissance, jamais un hindouiste n'a été tué en Arabie saoudite par exemple, les djihadistes là-bas s'en prennent toujours aux Occidentaux. Pourquoi ? Parce qu'ils frappent les dominants, les puissances. La question à se poser aujourd'hui, c'est : pourquoi ont-ils frappé en France, et pas au Danemark, où ont été publiées aussi les caricatures ? Parce que la France pèse à l'échelle internationale et que le Danemark, non. C'est la politique extérieure de la France qui motive des jeunes déjà choqués par les blasphèmes, pris ensuite en main par des structures comme qu'AQPA qui ont un intérêt géopolitique à frapper la France. Ce qui motive les attentats, ce n'est pas uniquement des caricatures, c'est aussi les interventions françaises. »

Pétri de contradictions comme les frères Kouachi, Coulibaly a cependant fait du chemin depuis ses lectures d'Abdallah Azzam et des premiers théoriciens djihadistes. Le choix de ses cibles, les juifs et donc l'ennemi lointain selon la rhétorique djihadiste, se rapproche cependant plus de l'idéologie d'Al-Qaïda que de l'État islamique dont il s'est pourtant revendiqué, contrairement aux frères Kouachi. Mais sur quels outils pratiques les djihadistes des attentats de Paris se sont-ils appuyés pour commettre ces meurtres ?

Le corpus des textes saisis chez Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly en 2010 regroupe assez peu

d'ouvrages opérationnels. Seul un document intitulé : « Études stratégiques, janvier 2009 : Guerre psychologique, diversion et dispersion des forces vives de la résistance », figure dans la perquisition, sans mention de l'auteur. Il se base notamment sur des rapports de centres antiterroristes en Europe et aux États-Unis pour « synthétiser les points d'action principaux de la guerre totale que livre la coalition sionistes-croisés-apostats (sic) et leurs hommes de main » et « donner aux jeunes une vision claire de la subtilité du conflit et du degré d'enlèvement (sic) de ce qui n'est autre que la troisième guerre mondiale ». Mais cet ouvrage est infiniment moins précis et détaillé que l'œuvre pour laquelle son auteur supposé, Aboubakr Naji, est davantage connu. Intitulé « Organisation du chaos », ou « Gestion de la Barbarie » selon les traductions, le livre a été traduit en français par... un groupe identitaire islamophobe, pour montrer sa dangerosité et celle du mouvement djihadiste. « Guerre psychologique, diversion... » est le seul texte opérationnel du corpus saisi en 2010, en dehors de recettes de fabrication de poisons divers, le plus souvent retranscrites à la main sur des carnets.

Il est vrai que la perquisition date de 2010, près de cinq ans avant les attentats de Paris et qu'il n'y a nul besoin aujourd'hui de maintenir une documentation chez soi, quand tout est disponible en streaming sur Internet. La dizaine de cours de Youssef al-Ayyiri (dont nous avons raconté l'importance pour le mouvement djihadiste dans un précédent article) est toujours disponible sur You tube. Kouachi et Coulibaly possédaient par ailleurs l'ouvrage *Le Chemin vers la terre de combat*, basé sur la vie et le précepte de celui que le militant djihadiste que nous interrogeons nomme « le cheikh martyr et le premier commandant des moudjahidines de la péninsule arabe ».

Plus actuel et ayant la faveur de ce militant djihadiste, l'une des autres références actuelles de la mouvance se nomme Abdallah al-'Adam. Palestinien ayant vécu en Arabie saoudite et devenu par la suite l'un des responsables d'Al-Qaïda en Afghanistan, il a été tué par la coalition au moyen d'un drone.

Mais ses 39 cours (d'une quarantaine de minutes tout de même chacun) sont toujours disponibles (ici), et demeurent très consultés par les djihadistes. En voici le détail, qui montre bien le caractère opérationnel de ces « cours de djihad » audio.



ما لا يسع المجاهد جهله

جميع الحقائق صوتية و مفرغة

تعريف الأمن وأهميته ومشروعيتها في الإسلام-1

<http://tawhed.ws/d/?i=25091066>

http://www.youtube.com/watch?v=fOzmriAWk4&list=UU5ZLcQm0EsJWak-kdeF_xTw
Les «cours de djihadisme» d'Abdallah al-Adam

Après une « définition de la sécurité et de son importance dans l'islam » en guise d'introduction (son 1), Abdallah al-'Adam aborde les principes généraux de la sécurité (sons 2, 3) et décrit les modes d'infiltration des organes censés assurer la sécurité nationale des États (son 4). Viennent ensuite « Comment recruter des militants pour l'organisation » (son 5), « sécuriser les documents de l'organisation (sons 6 et 7), les activités de l'organisation (sons 8 et 9), les réunions (10), les communications et les téléphones (11), Internet (12), les voyages et les contacts (13), le financement des armes et l'entraînement (14), les observateurs (15) »... et ainsi de suite. Les « cours » 24 et 25 concernent même les méthodes d'enquête et d'investigation sur les personnes de l'organisation dont on ne serait pas sûr. Une sorte de formation au contre-espionnage, avant un autre (son 28) qui nous apprend comment former son service de renseignement et de collecte des données. Étape par étape, toute la chaîne du djihad militarisé est minutieusement décrite, depuis la formation d'une organisation à la mise en place de l'attentat et à la guérilla. Le manuel du parfait petit djihadiste, en quelque sorte. Tout le nécessaire est donc disponible en ligne, et le croisement de cette « littérature » avec les éléments théoriques retrouvés aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly explique en partie les événements de la semaine, et la manière dont ont été effectués, la plupart du temps avec calme et méthode, les attentats de Paris.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Michel Rocard : « Il n'y a pas lieu de remettre en cause la politique d'immigration »

Le Monde.fr avec AFP

Michel Rocard, ancien premier ministre socialiste (1988-1991), met en garde dans une interview au Journal du dimanche,



18 janvier, contre toute remise en cause de la politique d'immigration en France après les attentats en région parisienne de la semaine dernière :

« Il ne faut surtout pas mélanger tous les problèmes ! On ne peut pas mettre des barbelés et des miradors à toutes nos frontières. C'est une vision du monde qu'il faut éviter à tout prix. »

« La vérité, c'est qu'il y a une corrélation forte entre l'importance et la durée du chômage et la délinquance », affirme M. Rocard, selon qui la meilleure solution à apporter à la crise que connaît actuellement le pays est de retrouver « le chemin de l'emploi ».

« DÉGÂTS CONSIDÉRABLES »

L'ancien premier ministre dénonce la tentation de se doter d'un « Patriot Act » à la française — l'ensemble des mesures sécuritaires adoptées par les États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. A ses yeux, en matière de lutte contre le terrorisme, le pays dispose d'ores et déjà de « l'arsenal législatif » approprié.

Lire aussi (édition abonnés) : Pourquoi un « Patriot Act » à la française est impossible

Michel Rocard met notamment l'accent sur les « dégâts considérables » provoqués par ce dispositif outre-Atlantique.

« C'est une idée concentrationnaire de vouloir se prémunir à tout prix. »

lemonde.fr

VII) « On n'est pas couché": Nicolas Bedos dans la peau d'un musulman de banlieue

Nicolas Bedos a rendu, à sa façon, un hommage à Charlie Hebdo. Samedi soir, dans "On n'est pas couché", le comédien s'est mis dans la peau d'un certain Rachid Walafi.

Nicolas Bedos a fait son grand retour dans On n'est pas couché. Alors que la semaine dernière, il avait renoncé à sa chronique sur France 2 en raison des attentats perpétrés à l'encontre de Charlie Hebdo, le comédien était de retour sur le plateau de Laurent Ruquier. Samedi soir, le jeune homme a ainsi fait un come-back très remarqué dans la peau d'un certain Rachid Walafi, présenté comme un musulman de banlieue.

Avec sa barbe et sa djellaba blanche, Nicolas Bedos s'est lancé dans l'arène. "Adboullah salam bonjour, le monde de la France occidentale qui a peur de moi", a-t-il déclaré, avant d'ajouter qu'il avait été désigné par Catherine Barma (ndlr productrice d'On n'est pas couché) et les "hautes instances audiovisuelles de la télévision bourgeoise" pour assurer sa chronique.

"En tant que symbole de la minorité visible. C'est vrai que ces derniers temps on est de plus en plus visible", a-t-il expliqué. "Du coup, Catherine Barma a décidé qu'il fallait montrer le bon visage de l'Islam intégré connecté wifi tout ! Elle m'a dit : 'Rachid c'est important que tu expliques à la France que tous les Arabes de banlieue ne font pas obligatoirement le djihad entre la Porte Maillot et Clignancourt", a-t-il poursuivi.

"Le plus bel hommage qu'on puisse rendre à Charlie"

Après sa chronique dans la peau de Rachid Walafi, expliquant qu'il ne devait pas y avoir d'amalgame entre les terroristes et les musulmans de France, Nicolas Bedos a finalement pris la parole en son nom. "C'était ni plus ni moins qu'une caricature dans un pays qui pleure Cabu, Charb, Tignous, Wolinski, Honoré et d'autres. Car le plus bel hommage qu'on puisse rendre à Charlie, c'est de continuer le boulot", a-t-il lancé.

"Oui on peut se moquer de certains connards de banlieue sans être Eric Zemmour, oui on peut critiquer la politique israélienne sans être Dieudonné. Il n'y a pas d'un côté les amalgames

d'une bande de cons et de l'autre côté, la barbarie d'une bande de dingues. Entre ces deux camps-là, il y a des millions et des millions de musulmans et de musulmanes français pacifiques, consternés et terrifiés par ce qu'il s'est passé. C'est à eux que je m'adresse", a-t-il tenu à préciser en achevant son sketch par : "Vive la liberté, vive l'humour, vive les juifs, vive les flics et vive les musulmans de la France libre !"

<http://youtu.be/6dmE1jE2koo>

metronews.fr-Sonia Ouadhi

LAPRESSEENREVUE.EU



A Suivre...
La Presse en Revue